



alpenkonvention convention alpine convenzione delle alpi alpska konvencija



Réseau Alpin des Espaces Protégés  
Rete delle Aree Protette Alpine  
Netzwerk Alpiner Schutzgebiete  
Mreža zavarovanih območij v Alpah

# BULLETIN DU RÉSEAU ALPIN

## EDITORIAL

La mémoire des roches nous apprend que la grande déchirure qui a ouvert le bassin thyrrénien a également bousculé l'ancienne Téthys et rejeté ses fonds et ses sédiments vers le ciel, créant les Alpes. Monaco se trouve au bord de cette fracture, à l'interface entre les mondes alpin et méditerranéen - c'est une situation géographiquement privilégiée qui non seulement lui confère son attrait particulier mais explique son histoire.



Les médias montrent souvent la vocation maritime de la Principauté mais il faut la resituer, bien confortablement adossée sur les premiers contreforts des Alpes, protégée ainsi des frimas nordiques, pour comprendre son attention pour les Alpes. Dès la fin de la première guerre mondiale, le Prince Albert 1er, savant océanographe de renom, se souciait déjà de cet espace montagnard et lançait une opération de grande envergure visant au développement du tourisme et du thermalisme alpin. Au côté de ce développement économique, le souci de conserver la biodiversité des zones de montagnes était fortement ancré dans Sa politique internationale et déjà, en 1917, il avait organisé une grande réunion en vue de la création d'un parc naturel à cheval sur les Pyrénées. Parc naturel qui devait notamment s'autofinancer par les recettes du tourisme. Cette vision n'est-elle pas d'actualité ? Cette réunion rassemblait toutes les forces de la société capables de prendre en charge le problème : des autorités politiques aux autorités scientifiques, artistiques, journalistiques ainsi que les propriétaires terriens et les exploitants agricoles. Lorsque aujourd'hui, on regarde la Convention Alpine, ses protocoles et les acteurs de leur mise en œuvre, ne retrouve-t-on pas toutes ces forces qui auraient pu, en 1917, faire naître une Convention pour les Pyrénées ? Du fait de la seconde guerre mondiale, cela n'a pas été le cas. Il a fallu attendre notre Convention pour que les Alpes soient le premier massif montagnard dans le monde à bénéficier d'une telle coopération, réunissant, dans le domaine de la diversité biologique et paysagère qui nous préoccupe particulièrement ici, les responsables et les organismes gestionnaires d'espaces protégés au-delà des frontières nationales. Le Réseau Alpin des Espaces Protégés, dont la Principauté félicite le développement, n'est-il pas devenu le véhicule privilégié des échanges des savoirs-faire, des techniques et des méthodes ?

L'espace alpin, espace montagnard par excellence, présente ses particularités mais les concepts d'isolement, de barrières et de corridors ne sont-ils pas sources de réflexion, de solutions pour d'autres espaces qu'ils soient montagnards ou non ? Au niveau de l'Europe, les travaux menés dans le cadre des réseaux d'espaces protégés sont propices aux échanges, que ce soit Natura 2000, le réseau Emerald de la Convention de Berne ou celui de la stratégie pan européenne. Dans ces différents contextes nous nous approchons des processus plus vastes qui visent la mise en place des prémisses d'un développement durable pour le siècle à venir. La future convention «paysage» ou les travaux du Conseil de l'Europe sur les montagnes d'Europe ne peuvent nous laisser indifférents et les Alpes doivent y apporter leur expérience d'une véritable «culture» de la coopération transfrontière.

Ce bulletin répond à cet objectif et présente les différents projets des espaces protégés alpins pour les 10 années à venir. Il montre la diversité des activités liées à la protection des espaces et des espèces (extensions d'espaces protégés, corridors écologiques, inventaires des composantes de la diversité biologique) et permet de leur faire prendre leur juste place dans le concert du développement durable (labellisation de produits, développement de pratiques sportives respectueuses de l'environnement...).

La Principauté est intimement liée à l'Arc alpin et profondément attachée à la réussite de la Convention Alpine. C'est dans ce contexte que, même si elle ne possède pas de zone protégée montagnarde, la réussite des parcs et des espaces protégés alpins et leur extension lui tient particulièrement à cœur.

Patrick Van Klaveren  
Conseiller auprès du Ministre Plénipotentiaire  
chargé de la Coopération Internationale pour l'Environnement et le Développement  
Principauté de Monaco

## SOMMAIRE

### EDITORIAL

P. Van Klaveren  
Principauté de Monaco

### PREFACE

PAGE 2

### DOSSIER

PAGE 2 à 7

#### PN Dolomiti Bellunesi :

Entre conservation et innovation

Service technique (I)

Activités nature au PN des Ecrins

Service communication (F)

Plans d'avenir pour le PN Suisse

H. Haller (CH)

Parcs naturels du Haut Adige :

Projets pour la prochaine décennie

A. Kammerer et A. Wiedenhofer (I)

Espaces protégés et

mise en place de la Convention Alpine

D. di Simone (I)

Les réserves naturelles de Carinthie

T. Rottenburg et K. Krainer (A)

Un deuxième Parc National en Suisse ?

A. Wittwer (CH)

Inscription au Patrimoine Mondial de

l'UNESCO

O. Perrin (F)

Un sentier de randonnée pédestre à

travers les Alpes

N. Morelle (F)

### VIE DU RÉSEAU

PAGE 8 à 10

CR Communication

CR Groupe de Suivi National français

Report IIIème Conf. Int. des EPA

CR Comité de Pilotage International

CR Tourisme

INTERREG III B

CR Flore Alpine

Appel à articles pour bulletin 9/2000

CR Eau

CR Grands prédateurs

Appel à contributions

Forum de discussion

### ACTUALITES

PAGE 11 à 12

La mort d'un Gypaète barbu

Eclairage intempestif

EUROPARC 2000

Nouvelle coordonnée du Réseau Alpin

Agenda pour la fin de l'année 2000

Journée Européennes de la montagne

Publications

# P R E F A C E

Ce premier numéro de l'an 2000 se présente sous une nouvelle forme mieux adaptée à un accès rapide soit à l'information générale, soit au dossier thématique consacré cette fois-ci aux projets des espaces protégés alpins pour les 10 ans à venir. Le Comité de Pilotage International du Réseau Alpin avait en effet choisi ce thème lors de sa réunion en février 2000 à Berne et a proposé pour le deuxième numéro de cette année le thème : « **Biodiversité et vie sauvage - une contradiction ?** ». Nous vous proposons de participer à l'établissement de ce numéro thématique dès maintenant par vos articles.

La participation des espaces protégés alpins aux différentes manifestations des 6 premiers mois de l'année fut très importante. Vous trouverez dans ce numéro des comptes-rendus des dernières manifestations et des décisions prises lors de ces rencontres sur des projets à réaliser en commun. La réalisation d'un certain nombre de documents (dépliant commun des espaces protégés alpins, dossiers et actes) est en cours et nécessite la collaboration de plus en plus importante des espaces protégés. Le site Internet du Réseau a également été retravaillé et devient un outil de travail de plus en plus performant.

Nous attirons votre attention sur le déménagement du Réseau Alpin à Gap. Depuis fin juin l'équipe du Réseau Alpin est installée dans ses nouveaux locaux, plus spacieux, dans la capitale des Alpes du Sud françaises près de son siège administratif

- le **Parc national des Ecrins**. Nous vous prions de bien vouloir actualiser vos agendas.

La deuxième moitié de l'année verra l'organisation de 2 colloques thématiques et de 2 ateliers de travail. Veuillez consulter le site Internet ou le calendrier dans les " actualités " de ce bulletin. Bien cordialement

*Equipe Réseau Alpin*



## Entre conservation et innovation technique : les 10 prochaines années du PN Dolomiti Bellunesi

Le Parc national Dolomiti Bellunesi fait partie des plus jeunes parcs italiens. Institué en 1993, il a lancé ces dernières années de nombreux projets visant à connaître en profondeur la réalité des enjeux qu'il doit protéger (recensements de la flore et de la faune, enquêtes géologiques, études historico-anthropologiques), à éduquer les utilisateurs de l'espace au respect des ressources naturelles, à promouvoir le développement socio-économique (développement d'activités éocompatibles, promotion des productions agricoles locales), à se doter de structures efficaces (centre d'accueil et d'information). En matière de planification, il s'est doté (1er en Italie) du Plan du Parc et du Plan pour le Développement Socio-Economique. La mise en œuvre des plans se fera au travers de projets spécifiques tels que : la sylviculture et le réaménagement des forêts ; la faune et le contrôle zoosanitaire ; la protection du territoire (défense hydrogéologique et contre les incendies) ; le système zootechnique - productions fourragères ; la protection et la valorisation du patrimoine construit ; le système d'information territorial. Dans les années à venir on complètera de nombreuses activités prévues par les plans cités (actuellement il y a plus de 30 chantiers ouverts) et l'on poursuivra les activités institutionnelles de recherche, de suivi et d'éducation environnementale.

Mais dans la prochaine décennie, le Parc veut aussi se mesurer à des projets plus ambitieux, parmi lesquels deux particulièrement importants : un dans le domaine de la conservation et l'autre dans le secteur de l'innovation.



Le premier, intitulé " Biodiversité cultivée ", part du constat qu'aujourd'hui même les plantes cultivées et les animaux domestiques subissent un processus progressif d'érosion génétique. A l'appau-

vrissement du patrimoine génétique s'ajoute celui de la richesse culturelle représentée par les connaissances traditionnelles des techniques de culture et de leur utilisation. Le projet prévoit la réalisation d'une banque de données sur les anciennes variétés cultivées, aujourd'hui en voie de disparition, et sur les plantes spontanées utilisées dans le passé dans l'alimentation, l'herboristerie, la magie et/ou la religion, le travail. La banque de données recueillera des photos, des dessins, des fiches botaniques et anthropologiques, avec des entretiens réalisés auprès des anciens sur les techniques de culture et l'emploi de plantes diverses et variées.

Pour ce qui est du secteur de l'innovation, le projet le plus ambitieux est : " Fossil free ", qui transformera le Parc en un laboratoire de développement durable. Le projet, cofinancé par le Ministère de l'Environnement, prévoit l'utilisation de sources d'énergies renouvelables sur l'ensemble de l'espace du Parc comme : le solaire, le thermique et le photovoltaïque, les mini centrales hydroélectriques et de biomasse, pour en faire une zone " libre " des traditionnelles sources d'énergies fossiles. Le potentiel de substitution de l'énergie fossile sur un territoire peu anthropisé comme celui du Parc national Dolomiti Bellunesi (seulement 88 résidents !) est limité d'un point de vue quantitatif ; toutefois l'impact de la divulgation du projet est énorme : projet qui transformera l'espace en une exposition à ciel ouvert de solutions technologiques alternatives. C'est pour cette raison que les installations de démonstration seront réalisées dans les zones les plus fréquentées par les touristes : refuges alpins, cabanes de bergers, centre de visiteurs. Des installations pilotes sont prévues également dans un contexte particulier, celui de la Valle del Mis. Cette vallée, restée déconnectée du réseau électrique suite à une inondation en 1966 (déterminante quant au dépeuplement de la vallée), constitue de nos jours, grâce aussi à la présence d'un lac, une des voies d'accès au Parc les plus fréquentées. Le projet prévoit l'électrification alternative de l'espace, en utilisant des systèmes micro - hydrauliques et photovoltaïques pour alimenter les structures touristiques présentes, des véhicules électriques pour la mobilité des touristes, des bateaux électriques pour la navigation sur le lac. Ces interventions feront de la vallée une " vitrine technologique " absolument unique en Italie et probablement sur l'ensemble de l'Arc alpin.

*Service technique  
Parco Nazionale Dolomiti Bellunesi (I)*



## Pour des pratiques sportives et de découvertes respectueuses de l'environnement

Afin de concilier au mieux les activités sportives ou de découvertes avec la protection de l'espace naturel, le Parc national des Écrins formalise le partenariat avec les pratiquants et les professionnels. Il s'agit d'établir des règles communes de "bonne conduite" qui concernent aussi la zone périphérique où le Parc national n'a pas pouvoir réglementaire.

Randonnée, alpinisme, escalade, sports aériens... Comme tous les espaces naturels, le massif des Écrins connaît un développement important des activités sportives et de découverte. Le Parc national des Écrins porte une attention à l'évolution de ces pratiques afin qu'elles ne portent pas atteinte au milieu naturel, au caractère du territoire et à sa tranquillité. En zone centrale, la réglementation encadre certaines d'entre elles : équipement de parois soumis à autorisation, survol limité... Bien que généralement réceptifs aux préoccupations écologiques, les pratiquants de ces sports de nature ne tiennent pas toujours compte de ces dispositions, dont ils ne connaissent pas forcément les fondements.

En engageant un partenariat avec des fédérations sportives et avec les professionnels de la montagne, le Parc national des Écrins souhaite que les pratiquants comprennent et s'approprient son message de protection.

La "Convention escalade", première initiative formelle en la matière, a été signée en 1992 avec différents organismes : Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade, Compagnie des guides Oisans-Écrins, Club alpin français, Association des Elus du Parc national des Écrins, Office national des forêts, Ministère de la Jeunesse et des Sports. Son "comité de pilotage" a précisé des catégories de site (écoles d'escalade, falaise, haute montagne) qui nécessitent soit des autorisations d'équiper soit simplement des principes d'éthique. Dans chaque vallée, un zonage a été établi en fonction des enjeux environnementaux, en particulier les sites de nidification des rapaces. Ainsi, certaines zones offrent la possibilité d'être équipée, d'autres sont à laisser vierges. Au-delà des décisions concrètes, cette convention a eu le mérite d'être un lieu de débats, parfois vifs, et de concertation. Avec en toile de fond une sorte d'éthique de la pratique et de l'alpinisme qui sera toujours difficile d'inscrire dans des textes réglementaires.

Dans le même esprit de concertation, une collaboration s'établit actuellement avec les pratiquants de sports aériens. Les négociations sont en cours avec la fédération de vol à voile (planeur). Elles ont déjà abouti avec la fédération de vol libre (deltaplane, parapente). Les règles communes fixées dans une convention concernent l'ensemble de l'espace Parc. Car les enjeux de protection (aires de nidification, zones d'hivernage, sites de reproduction...) ne sont pas seulement situés dans la zone protégée. En contrepartie d'une certaine souplesse d'application de la réglementation en

zone centrale, des restrictions sont librement consenties par les pratiquants en zone périphérique. Ce principe de respect des éléments naturels, au-delà de l'espace protégé, avec une interprétation affinée des textes est une voie intéressante pour l'avenir.

Une convention est en cours de signature avec les accompagnateurs en montagne, pour définir en commun les «comportements respectueux de la nature» que nous souhaitons inculquer aux randonneurs dont la pratique peut avoir des impacts sur le milieu naturel. Ainsi, avec l'engouement pour la raquette à neige ou le ski de randonnée, les dérangements de la faune en hiver sont une réelle source d'inquiétude. Des programmes de sorties de découverte sont mis en œuvre avec ces professionnels de la montagne, répondant à une véritable charte de qualité pour une découverte respectueuse de la montagne, que l'on soit ou non dans la zone centrale du Parc. Ils reçoivent alors le label du Parc.

En se rapprochant des pratiquants et des professionnels, le Parc national des Écrins en fait ses partenaires et les ambassadeurs de ses missions. Dans son programme d'aménagement, le Parc national des Écrins souligne sa volonté de développer la concertation avec l'ensemble des acteurs touristiques : Fédération de randonnée, professionnels de la montagne, hébergeurs... La réflexion engagée pour cadrer l'utilisation de la "référence" au Parc national des Écrins s'inscrit aussi dans ce souhait de démultiplier la sensibilisation du public en faveur de la protection de l'espace.

### Contacts :

*Convention Escalade : J.P. Nicollet, chef de secteur au PNE (F) : tel ++33 / (0)4 76 30 20 61*

*Convention Sports Aériens : P. Bernard, technicien au PNE (F) : tel ++33 / (0)4 92 43 23 31*

*Convention Accompagnateurs en Montagne*

*C. Dautrey, responsable du service communication au PNE (F) : tél. ++33 / (0)4 92 40 20 27*



Décollage de parapente - © Parc national des Écrins

## Plans d'avenir pour le Parc National Suisse

Le Parc National Suisse (PNS) a évolué au cours des dix dernières années pour devenir un espace protégé moderne de grande taille dont la gestion correspond aux standards internationaux. Son budget a presque quadruplé pendant cette période. Pour les dix années à venir, deux grands projets interconnectés sont d'actualité : l'élargissement prévu du PNS et un nouveau centre d'accueil des visiteurs dans la Maison du Parc de Zernez.

Le PNS, qui s'étend aujourd'hui sur 169 km<sup>2</sup>, n'a plus été significativement agrandi depuis les années 30 et a quelque peu perdu son rôle pionnier de l'époque comme premier parc national d'Europe centrale. La protection stricte des processus écologiques, assurée depuis la création, reste notre fierté, cependant elle s'est révélée par ailleurs une hypothèque pour l'agrandissement de l'espace et pour la création de nouveaux parcs nationaux dans notre pays. Ainsi, le PNS est maintenant devenu l'avant-dernier par la taille sur le total des 13 parcs nationaux existant actuellement dans les Alpes. Il est trop peu étendu pour la préservation de la diversité des espaces, trop peu varié du point de vue du paysage pour héberger un inventaire représentatif des habitats typiques de la région, et il suit le tracé des frontières qui ne permet pas une délimitation logique selon des critères naturels et paysagers.

Le projet d'extension doit répondre au besoin urgent d'un élargissement accompagné d'une rénovation. Afin de répondre aux deux objectifs principaux de la protection de la nature actuelle, préservation et encouragement d'espaces sauvages et de paysages culturels intacts, le PNS doit être substantiellement élargi et en même temps organisé en deux zones : la zone centrale, en grande partie déjà existante, réservée pour l'évolution naturelle, doit être complétée par une zone périphérique à mettre nouvellement en place pour une large part, entretenue par l'homme de manière exemplaire.

Dans la zone centrale, la protection stricte selon les consignes et les règlements actuellement en vigueur restera inchangée. Quelques habitats particulièrement de grande valeur, insuffisamment représentés ou inexistant dans le PNS jusqu'ici, doivent être classés en zone centrale, dans un ordre de grandeur de 30 km<sup>2</sup>.

La zone périphérique, prévue pour une surface de 300 km<sup>2</sup>, poursuit des objectifs totalement différents mais aujourd'hui tout aussi importants : une exploitation proche de la nature et durable doit y être conservée et assurée à long terme pour préserver et

favoriser la diversité des espèces. Dans la zone périphérique, l'exploitation forestière et agricole, la chasse et la pêche de même que le tourisme doux dans le respect des objectifs de protection sont autorisés et encouragés. L'accès libre au territoire reste garanti ; en revanche l'aménagement technique de nouveaux accès est en principe exclu.

Le projet d'extension du parc national se veut exemplaire pour la protection de la nature sur une base démocratique. Un premier pas a été déjà réalisé lorsque la commune de Lavin s'est déclarée prête à mettre à disposition du PNS une surface de 3,6 km<sup>2</sup> pour la zone centrale. Les retombées économiques de l'élargissement du parc pourraient être décisives pour l'avancée du projet dans d'autres communes.

La rénovation du centre d'informations de Zernez en fait également partie. L'exposition actuelle a vieilli et ne répond plus suffisamment aux attentes actuelles, largement supérieures. Une exposition orientée vers l'expérience directe et interactive doit devenir un « aimant » attirant les visiteurs par lequel seront présentés le PNS et ses objectifs. En partenariat avec les centres d'accueil des visiteurs du Parc national du Stelvio, bordant directement le PNS, il s'agit de mettre en place au cœur des Alpes une offre d'information attrayante et variée sur la nature et l'environnement.

Avec la mise en application des plans d'élargissement et de rénovation du PNS, les synergies déjà existantes ici entre écologie et économie seraient portées à un niveau plus élevé. L'extension du PNS offre une chance unique de préserver à temps et à long terme une zone naturelle exceptionnelle, de continuer le développement de manière sensible et de pouvoir informer à ce sujet.

Heinrich Haller

Parc Naziunal Svizzer (CH)



Bouquetin de 4 et 9 ans - ©Parc Naziunal Svizzer - H. Lozza

## Parcs naturels du Haut-Adige : projets pour la prochaine décennie

Les parcs naturels du Haut Adige (Sud Tyrol) sont des paysages naturels et culturels de grande surface placés sous la protection de la Province autonome. Depuis 1974, sept des huit parcs prévus ont été créés dans le Haut Adige.

Les missions principales des parcs naturels sont :

- la protection et l'entretien de l'environnement et des paysages ;
- la recherche scientifique ;
- l'information et l'éducation à l'environnement ;
- l'expérience directe de la nature par l'homme et la détente.

Le travail initial de mise en place de la gestion des parcs naturels a été en grande partie réalisé. Pour les dix années à venir les points suivants sont prévus en vue de la mise en application durable des objectifs énoncés ci-dessus :

Les parcs naturels ont besoin d'un inventaire du paysage, à savoir du potentiel paysager naturel et culturel. Cet inventaire représente la donnée de base pour la mise au point de plans de développement et de concepts ainsi que pour le versement de subventions.

Dans ce contexte, l'activité de recherche et de documentation doit également être développée. Des études doivent être réalisées, en particulier sur le sujet des flux de visiteurs dans chacun des parcs naturels, afin de permettre une gestion plus efficace des espaces protégés. Une publication adaptée doit ouvrir au grand public l'accès aux résultats de cette recherche.



Vallée de Langen - © Amt für Naturparke Südtirol

De plus un accent particulier est mis sur les aspects éducatifs. La collaboration avec la population locale doit être renforcée. La création et la mission d'animation d'un centre de visiteurs dans chacun des parcs naturels représentent un défi et permettent de renforcer l'acceptation locale des parcs naturels dans les diffé-

rentes régions du territoire. Jusqu'ici trois maisons de parcs ont été réalisées, deux autres ouvriront encore cette année et une autre en l'an 2001. Les randonnées naturalistes doivent être mieux suivies et développées, en collaboration avec les associations touristiques locales.

La réalisation d'une revue du parc naturel avec des rapports réguliers sur les projets en cours, les activités, les actions, les études et la recherche dans les parcs naturels offre, aux côtés des publications déjà existante, une bonne possibilité de rapprocher le parc naturel de la population locale. Par ailleurs la présence locale doit être renforcée par l'intervention d'un personnel professionnel des parcs naturels, actif essentiellement dans le domaine de l'éducation à l'environnement. L'objectif est de disposer pour chaque parc naturel d'un chargé de mission responsable et de plusieurs employés qui soutiennent le responsable de l'espace protégé avant tout dans son action sur le terrain.

Pendant les mois d'été des employés saisonniers des parcs viennent compléter l'activité de l'équipe permanente. Ils sont chargés de l'encadrement des visiteurs dans les parcs naturels. Ce type de personnel des parcs, d'une part permanent, d'autre part saisonnier, déjà en action, doit être développé pour un meilleur ancrage dans les esprits de l'idée de parc naturel.

Depuis des années des primes sont versées pour la fauche des pelouses sèches, des prairies de montagne et pelouses sous mezzins. Des contributions financières encouragent la préservation des toits en bardeaux, des clôtures en bois, des murs de pierres sèches et le retrait ou l'enfouissement des câbles. De nouveaux programmes sont envisagés concernant les paysages culturels et le développement de la protection de la nature contractuelle.

En résumé on peut conclure qu'il s'agira avant tout dans les dix prochaines années de consolider l'acquis et de renforcer la présence et l'acceptation locale. La construction des maisons de parcs doit être terminée et leur gestion efficace comme centres de travail éducatif doit être garantie. Enfin, de nouveaux accents doivent être mis dans le domaine des études et des inventaires en tant que bases de la gestion des espaces protégés.

Afin d'atteindre ces objectifs, la coopération des espaces protégés au niveau national et international joue un rôle primordial. Un échange continu d'informations garantit la mise en application constructive des expériences des autres espaces protégés dans le travail de chacun.

Artur Kammerer et Astrid Wiedenhofer

Amt für Naturparke Südtirol (I)



## Espaces protégés et mise en place de la Convention Alpine

Lors du séminaire international de la CIPRA à Schaan (FL) qui s'est tenu les 5 et 6 février derniers, on a parlé des prochaines avancées pour la mise en place de la Convention Alpine. Concernant le Protocole " Conservation de la nature et Protection du paysage " des subventions sont parvenues des représentants des associations de tous les pays alpins. Pour la délégation italienne, Legambiente a proposé un document (la version complète se trouve sur le site [www.legambiente.org](http://www.legambiente.org)) visant à donner une perspective pour le Sud des Alpes : la position géographique de l'Italie lui permet en effet d'embrasser l'ensemble de l'Arc alpin. Cependant les retards de notre Pays entraînent d'inévitables répercussions sur toutes les régions frontalières.

On a souligné deux aspects : d'une part, le rôle des espaces protégés, qui, lors de la concertation avec les institutions locales, doivent être reconnus comme des centres de décision influents ; d'autre part, la nécessité d'une politique " positive " afin de poursuivre les objectifs du protocole tout en impliquant les communautés : les espaces protégés devrait permettre la mobilisation pour la promotion des identités locales, en devenant des centres d'aggrégation de la société.

L'analyse a mis en évidence les faiblesses présentes dans les régions italiennes dues à l'absence de politiques de soutien. La situation la plus grave est celle de la Lombardie, où l'investissement

des années passées traverse une phase de récession. Généralement, on enregistre des carences au niveau de la détermination du périmètre : une grande partie du territoire des parcs se trouve en haute altitude, délaissant les fonds des vallées dépeuplées et les versants situés à des altitudes inférieures nécessaires pour créer des connexions territoriales mais aussi pour faciliter le contact avec le tissu social. Une intégration entre protection de la biodiversité et défense du sol est nécessaire pour faire en sorte que le réseau hydrographique puisse devenir un élément du réseau écologique alpin.

Legambiente sollicite les Autorités italiennes pour qu'elle instaure une programmation qui favoriserait le réseau écologique alpin. La proposition consiste à activer un forum d'institutions, d'organismes économiques et d'ONG, afin de définir un Plan d'Action pour la durabilité environnementale et sociale dans le milieu alpin. En outre a été lancée la rédaction de la " liste verte " des milieux dont l'importance naturaliste est exceptionnelle mais qui sont menacés par des processus de dégradation. Nous pensons que cette liste, grâce à la mise en place de la Convention, devrait favoriser des interventions prioritaires de sauvegarde et de gestion, en particulier en créant de nouveaux espaces protégés.

*Damiano Di Simine*  
Legambiente - CIPRA Italie (I)

### LA " LISTE VERTE " DES ALPES

LIEU	VALEUR ENVIRONNEMENTALE	INSTITUTION DE PROTECTION EXISTANTE	RISQUES et ATTEINTES POTENTIELS
Alpes Ligures	Milieu transfrontalier de connexion entre les Alpes, les Appennins et la Méditerranée.	Parc régional prévu par la loi ligure, jamais institué. Présence de ZPS (Directive " Oiseaux ") et de SIC proposés pour Natura 2000.	Prélèvement de la chasse mal géré ; activités d'extraction ; abandon des activités rurales traditionnelles.
Mont viso - Pian del Re	Valeur symbolique (sources du Po) et transfrontalière. De précieux milieux humides.	Partiellement inclus dans le Parco del Po.	Excès de fréquentation touristique non réglementée.
Mont Blanc	Valeur symbolique, importance internationale (Italie, France, Suisse).	Espace Mont Blanc, initiative internationale.	Deuxième tunnel du Mont Blanc, forte intensité de fréquentation touristique.
Massif du Mont Rose et Haute Valsesia	Importance culturelle exceptionnelle - enclave Walser -cours d'eau à forte valeur naturelle d'origine. Importance internationale.	Portion piémontaise sous tutelle du Parco Regionale Alta Valsesia, essentiellement à haute altitude.	Invasion touristique à haute altitude ; carence de perspectives pour les installations. et captations des cours d'eau.
Bernina et Val Codera	Milieu transfrontalier. Abrite la seule vallée alpine habitée sans route.	Parc régional prévu par la loi lombarde, jamais institué.	Absence de ressources pour le maintien de la population dans le Val Codera. Développement des installations pour les sports d'hiver dans le Val Malenco.
Basse Valchiavenna	Fondamental pour les flux migratoires transalpins de l'avifaune.	Protégé en partie par la RN Pian di Spagna et le Lago di Mezzola (ZPS).	Pollution des eaux due à un site industriel désaffecté ; forte activité d'extraction de carrière et de minéraux.
Pizzo della Presolana	Massif dolomitique préalpin, écrivain d'endémismes de la flore.	Parco Regionale Orobie Bergamasche, institué mais non opérationnel.	Développement de pistes de ski.
Mont Baldo	Massif calcaire des Préalpes du Garda avec endémismes de haute altitude et des végétations xérothermiques, subméditerranéennes	Réserves naturelles de l'Etat et de la province Autonome de Trente	Implantations de constructions touristiques sur la côte et versants de moyenne altitude ; de nouvelles liaisons routières ; absence de politiques actives pour les activités rurales.
Alpe de Siusi	Spectaculaire plateau au pied des Dolomites avec de précieuses zones humides et tourbières.	Espace ayant une protection du paysage particulière.	Fort développement des structures touristiques ; prélèvement de ressources hydriques pour l'enneigement artificiel.
Fleuve Tagliamento	Fleuve aux caractéristiques exceptionnelles de naturalité le long de son cours.	Parco Regionale Dolomiti Friulane limité à un bref morceau du haut cours.	De nouveaux captages sur les affluents.

## Les réserves naturelles de Carinthie

### Réserve Naturelle Trögener Klamm

La Réserve Naturelle Trögener Klamm (gorge de Trögen) est située au sud-est de la Carinthie dans les Karawanken orientales. Elle englobe une gorge taillée par le torrent de Trögen dans les contre-forts est de la Koschuta et fut classée réserve naturelle dès 1954 avec une surface de 150,05 ha. En décembre 1999 s'est conclue une étude commandée par le Ministère de l'Environnement dans le cadre de l'initiative communautaire Interreg II Autriche-Slovénie. Lors de sa réalisation en coopération avec les propriétaires terriens et les exploitants du territoire les objectifs de protection suivants ont pu être identifiés : pas de desserte (route forestière, sentier de randonnée) des versants ; pas d'intensification de l'exploitation forestière ; préservation particulière de certaines zones sensibles identifiées ; pas d'accroissement des activités dans le torrent ni sur ses berges ; régénération des zones d'incendie de forêt selon leur dynamique propre ; optimisation des limites de la réserve naturelle.



Gradensee, linaigrette de Scheuchzer - © Nationalpark Hohe Tauern Kärnten

### Réserve Naturelle Vellacher Kotschna

La réserve naturelle et la zone Natura 2000 Vellacher Kotschna se trouve au sud de la Carinthie. La réserve, classée dès 1959, s'étend sur 582 ha du fond de vallée à environ 950 m jusqu'à 2203 m. En janvier 2000 s'est conclue une étude commandée par le Ministère de l'Environnement dans le cadre de l'initiative communautaire Interreg II Autriche-Slovénie. Dans le cadre d'entretiens individuels et de réunions de travail avec des représentants des propriétaires terriens, des organisations de protection de la nature, des exploitants forestiers et agricoles, de la chasse et du tourisme, un catalogue de mesures à prendre a pu être élaboré : préservation des processus naturels dans les zones les plus basses soumises à une exploitation forestière ; programme de suivi pour des processus de régénération

sélectionnés ; mise au point d'une " exploitation de la forêt proche de la nature " ; réhabilitation des sentiers de randonnée existants, remplacement des panneaux de la réserve naturelle avec intégration de panneaux d'informations ; travail de relations publiques (projections de diapositives, classeurs, guides naturalistes, excursions guidées, petit centre d'accueil des visiteurs en dehors de la réserve).

### Réserve Naturelle Dobratsch

Le Dobratsch, aussi nommé Alpage de Villach (2166 m), constitue le dernier relief oriental des Alpes du Gailltal. Son versant sud, zone d'éboulement du Schütt, est la plus grande des Alpes orientales. Ce n'est pas un hasard si le massif du Dobratsch a été classé réserve naturelle et paysagère vers la fin des années 60 - début des années 70. Une grande partie de la zone a été également citée dans le cadre de Natura 2000. La nomination postérieure d'une partie du Schütt comme zone Natura 2000 a réuni les conditions pour élaborer un plan complet de développement et de mise en application pour ce paysage exceptionnel. Il s'agit pour l'essentiel de mesures agricoles (extensification des terres cultivées, exploitation des pâturages, entretien des alpages), de mesures forestières (transformation du peuplement d'épicéas, protection de la forêt de hêtres et à essences mixtes, exclusion de certaines zones de l'exploitation), et au-delà de mesures de protection spécifiques (construction d'une échelle à poissons, d'un corridor vert) ainsi que d'actions de relations publiques et de formation.

### Réserve Naturelle Mussen

La réserve naturelle Mussen est une prairie de fauche de 400 ha, qui s'étend entre 1400 m et 2000 m. Le flanc incliné au sud domine la vallée du Lesach, entre celle-ci et la vallée de la Drave. En 1999, un programme de recherche a été lancé avec l'objectif de réaliser l'inventaire naturel de la réserve, également nommée au titre de Natura 2000. Dans le cadre de ce projet une carte de la végétation doit être réalisée et pour la première fois un inventaire zoologique sera effectué, concernant les oiseaux mais aussi de nombreux groupes de petits animaux. La poursuite de l'exploitation de la zone comme prairie de fauche est assurée depuis déjà plusieurs années par le versement de primes compensatrices aux agriculteurs. Un objectif non négligeable du programme de recherche en cours est de contribuer à une concrétisation et à une précision supplémentaires des mesures de gestion actuelles.

Thusnelda Rottenburg et Klaus Krainer  
Amt der Kärntner Landesregierung (A)

## Les temps sont mûrs pour un deuxième parc national en Suisse !

La naissance de Pro Natura - Ligue Suisse pour la Protection de la Nature a coïncidé avec la création du Parc National Suisse. Au début du siècle, en 1909, celui-ci est devenu le tout premier parc national européen, ses pères fondateurs pouvaient se glorifier d'avoir accompli un travail de pionniers. Depuis, partout en Europe ont été créés au cours des dernières décennies des douzaines d'espaces et de sites protégés de grande taille. Parmi eux de nombreux parcs nationaux de nouvelle génération, qui bénéficient tant à la nature qu'à la population locale. Le «Parc national», le «grand parc» que tous les enfants connaissent, est resté le seul en Suisse.

Cette situation doit changer. L'heure est venue pour la Suisse de se joindre au développement européen et de classer de nouveaux espaces protégés de grande taille. C'est pourquoi Pro Natura a lancé ce printemps sa campagne pour le " deuxième parc national ".

La question de la localisation reste encore ouverte. Il existe de nombreux espaces, en particulier dans les Alpes, dans lesquels les conditions sont favorables. Il s'agit dans une première phase de soumettre le concept et l'idée du deuxième parc national aux régions concernées. Pro Natura invite de ce fait toutes les communes et régions à examiner l'idée d'un parc national sur leur territoire. Elle leur promet un soutien technique et une aide pour le financement d'une étude de faisabilité. Le territoire doit comprendre une zone centrale de 100 km<sup>2</sup>, dont au minimum deux tiers de zone sauvage et une zone périphérique. Au vu des bouleversements qui touchent les activités agricoles et sylvicoles, il faut trouver de nouvelles voies dans les zones limitrophes. L'objectif est d'éveiller l'intérêt afin que la population d'une région puisse

saisir l'idée du parc national comme une chance. La création d'un grand parc n'aura de chances réelles que là où l'idée pourra donner lieu à des initiatives locales. Pro Natura espère lancer ainsi trois ou quatre études de faisabilité parmi lesquelles, le projet le plus prometteur sera ensuite retenu.

Cette démarche est nouvelle pour une organisation de protection de la nature. C'est une expérience délicate, dont l'issue est incertaine. Mais nous sommes en même temps convaincus qu'elle aura un effet stimulant. Il existe suffisamment d'exemples dans les autres pays alpins qui témoignent que les parcs nationaux offrent des initiatives intéressantes du point de vue du développement régional. Il n'existe aucune raison manifeste pour qu'il soit autrement en Suisse.

Le cadre législatif doit cependant dans le même temps être adapté. Il n'existe un cadre juridique au niveau national que pour le parc national actuel. Pro Natura s'engage pour une loi-cadre qui puisse intégrer de nouveaux grands espaces protégés suite à des initiatives régionales. Il est également nécessaire de définir les termes des catégories de protection au niveau national, de fixer des critères et de déterminer la participation de la confédération.

Un lourd travail nous attend. Les premiers pas ont été accomplis et les perspectives sont réellement bonnes pour l'établissement du second parc national de Suisse dans l'espace des dix prochaines années.

Alfred Wittwer  
Pro Natura (CH)



# Projet d'inscription au Patrimoine Mondial de l'UNESCO des Alpes occidentales franco-italiennes

## L'enjeu

L'inscription d'un site au Patrimoine Mondial de l'UNESCO permet l'obtention d'un label mondial, du fait de sa valeur universelle exceptionnelle. Tout l'intérêt de proposer à l'UNESCO le classement d'un ensemble d'espaces protégés des Alpes occidentales franco-italiennes est d'allier le développement local des régions concernées à une politique de protection de l'environnement fiable et durable. Ce label de très haute reconnaissance internationale offre une légitimité accrue des lois en vigueur en terme de protection de la nature et doit répondre à la nouvelle notoriété qu'il provoque à travers le tourisme.

## Le Projet

L'idée, lancée par le Ministère français de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, est d'unir les quatre parcs nationaux des Alpes occidentales franco-italiennes (Grand Paradiso, Vanoise, Ecrins, Mercantour), et le parc naturel italien Alpi Maritime, pour déposer un rapport en commun auprès du bureau du Patrimoine Mondial de l'UNESCO. Ce regroupement permettra de constituer un " maillage écologique " susceptible d'être représentatif du caractère unique et exceptionnel des Alpes occidentales franco-italiennes à l'échelle mondiale. L'attention sera portée essentiellement sur les biens naturels et les paysages culturels. Les modalités même de l'architecture du rapport, en partie proposées par le Parc national de la Vanoise, sont à préciser, puisque cette étude est encore au stade de projet. Si ces cinq parcs restent en tout points spécifiques, ils appartiennent néanmoins à une même aire géographique : " les Alpes occidentales franco-italiennes ", affirmant ainsi une très large diversité biogéographique et culturelle. A l'intérieur de ce " maillage ", on distinguera alors trois principaux secteurs complémentaires : au Nord, le Grand Paradiso et la Vanoise, au centre, les Ecrins, et au Sud, le Mercantour et l'Alpi Maritime.

## Les retombées attendues

### Le label de protection

Le label " Patrimoine Mondial de l'UNESCO " permet l'optimisation des politiques de protection de l'environnement mises en place par chacun des Parcs concernés. A noter que l'inscription au Patrimoine Mondial de l'UNESCO " n'entraîne aucune obligation particulière pour l'Etat partie si ce n'est l'engagement de prendre toutes les mesures de protection adaptées qui existent dans la législation nationale et qui auraient été jugées suffisantes par le comité (UNESCO et UICN) ".

## Contribuer au développement durable

Dans les sites déjà inscrits se constate une augmentation particulièrement importante du flux touristique, que les spécialistes s'accordent à appeler " le tourisme Patrimoine Mondial ". Ce nouveau " type de tourisme " spécialisé sur les sites « Patrimoines mondiaux » prend une échelle internationale, notamment américaine et japonaise. C'est donc certainement au niveau économique que les retombées induites d'un tel label seront les plus nettes pour les zones périphériques avoisinant les différents sites inscrits. Le développement durable de ces régions montagneuses passe nécessairement par un effort politique pour favoriser et gérer cette nouvelle notoriété mondiale. Cette nouvelle donne devrait contribuer à une meilleure appropriation par les populations locales des parcs nationaux.

## Renforcement des échanges inter-parcs

A travers un plan de gestion commun, même spécifique, l'inscription au Patrimoine Mondial de ces cinq parcs autonomes devrait permettre une intensification des relations et des échanges en matière de protection de l'environnement et de développement local. A l'image et à l'aide du travail du Réseau Alpin des Espaces Protégés, des échanges privilégiés pourront s'installer entre les différents Parcs concernés sur cet espace commun au travers de réseaux thématiques et scientifiques.

Olivier PERIN

Parc national de La Vanoise (F)



Termignon, Plume Fine - © Parc national de la Vanoise - P. Folliet

# Un sentier de randonnée pédestre à travers les huit pays alpins

La " Grande Traversée des Alpes " (GTA) est une association pilotée par les deux régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui regroupe les collectivités territoriales des Alpes françaises (départements et communes) et divers organismes œuvrant dans les domaines du tourisme de nature et de l'environnement. Elle a été créée en 1971 avec pour mission d'assister les partenaires dans la conception et la promotion d'offres de tourisme de randonnée contribuant à la fois au développement économique des régions alpines et à la sauvegarde et à la valorisation de leur patrimoine naturel et culturel. Après avoir aidé à la création de gîtes d'étape régulièrement implantés le long du parcours homonyme " Grande Traversée des Alpes " - lequel suit le tracé du Sentier de grande randonnée GR 5 et du Sentier Européen E2 entre le Lac Léman et la Mer Méditerranée - la GTA a depuis étendu son champ d'action à d'autres parcours dans les Alpes françaises et en partenariat avec l'Italie et la Suisse ainsi qu'à d'autres projets en faveur du tourisme de découverte.

Depuis l'été 1999, la GTA a pris l'initiative d'un nouveau projet à dimension internationale. Il s'agit d'identifier, sur la base des sentiers déjà existants, un itinéraire de randonnée reliant les huit pays signataires de la Convention Alpine. Ce projet emblématique permettra la promotion de l'identité alpine auprès d'un large public, d'autre part l'itinéraire représentera un fil rouge entre les différents massifs de Trieste à Monaco, le long duquel des actions concrètes de développement du tourisme de randonnée seront réalisées. L'objectif est d'encourager les randonneurs à découvrir, en s'appuyant sur un tronçon de l'itinéraire, une ou plusieurs régions des Alpes, en leur donnant notamment des outils (publications, centrale d'information) pour surmonter les barrières linguistiques. Au-delà de l'activité sportive, le sentier se positionne clairement sous l'enseigne de la découverte des richesses culturelles et naturelles.

La GTA a lancé une large démarche de consultation auprès des collectivités terri-

toriales des huit pays alpins et des associations spécialisées (clubs alpins, associations de randonnée) qui a débouché au mois de juin 2000 sur la constitution d'un Comité International de Pilotage et le lancement officiel du projet. Le Réseau Alpin des Espaces Protégés a été impliqué dans sa conception dès les tous premiers stades et la collaboration avec les nombreux parcs et réserves traversés par l'itinéraire constitue une des principales pistes de développement considérées. De la promotion réciproque des initiatives à la conception d'offres coordonnées spécialement à destination des randonneurs itinérants dans les parcs, il existe un large éventail de synergies possibles à explorer. Les espaces protégés seront tenus informés de l'avancement du projet et invités à réfléchir au développement de la collaboration.

Nathalie Morelle

Grande Traversée des Alpes (F)

## GT " Communication ", Noasca, Parc national du Grand Paradis (I), mars 2000

Le groupe de travail (GT) a été accueilli par le Parc national du Grand Paradis, représenté par son directeur Michele Ottino.

1) La proposition du dépliant commun des espaces protégés alpins a été validé et est actuellement en cours de réalisation. Les travaux ont été repartis comme suit :

### Relecture et validation des dépliant :

#### Version italienne :

Lecture et corrections :

Michele Ottino, Gianni Boscolo

Lectorat et validation finale :

Stefano Camanni

#### Version française :

Lecture et corrections :

Claude Dautrey, Elisabeth Berlioz

Lectorat et validation finale :

Christine Michiels

#### Version allemande :

Lecture et corrections :

Josef Seidenschwarz, Arnold Karbacher

### Lectorat et validation finale :

Hans Lozza

Réalisation de la maquette définitive prenant en compte toutes les observations : Réseau Alpin

2) Le concept pour un module d'exposition commun des espaces protégés a été validé sur la base des observations suivantes :

-L'exposition sera présentée en deux modules différents : un présentant la carte sur fond de photos issues de la banque de photos commune, l'autre présentant les principales

missions des espaces protégés alpins,

- Autour de la carte on présentera quelques missions fortes des espaces protégés avec l'appui de photos,

- Le deuxième module représentera des actions concrètes, les partenariats existants entre espaces protégés et la coopération au sein du Réseau Alpin des Espaces Protégés.

- Ces modules d'exposition pourront être déclinés en poster afin de permettre leur présentation dans des espaces plus réduits.

### Relecture des modules :

Pascale Diquelou

Réalisation de la maquette définitive prenant en compte toutes les observations : Réseau Alpin

Ces deux outils communs des espaces protégés des Alpes peuvent être réalisés grâce à la banque photo commune des aires protégées des Alpes.

Compte rendu complet sur le forum " communication " du site Internet du Réseau Alpin

*Equipe, Réseau Alpin*

## Groupe de Suivi National français

Le groupe de suivi français du Réseau Alpin s'est réuni début mars 2000 au Parc naturel régional du Vercors. Les thèmes abordés étaient relatifs aux décisions du Comité de Pilotage International du Réseau Alpin, à l'avancement des travaux du groupe communication et aux produits/documents à réaliser (banque photo, dossiers du Réseau, dépliant et exposition) ainsi que la question du statut officiel du Réseau au sein de la Convention Alpine. La prochaine rencontre se déroulera en décembre 2000 dans le Parc naturel régional du Queyras.

## IIIème Conférence Internationale reportée

La 3ème Conférence Internationale des Espaces Protégés Alpins, prévue à Mallnitz (Autriche) les 7, 8 et 9 septembre 2000 a été reporté d'une année. Elle aura lieu en septembre ou octobre 2001. Nous vous en informons dans notre prochain bulletin.



Réunion du GT Communication dans le Parc national du Grand Paradis - © Réseau Alpin

## Décisions du Comité de Pilotage International du Réseau Alpin, Berne, (CH) février 2000

### Groupes de travail et manifestations du Réseau alpin

Définition des groupes de travail actuellement coordonnés par le Réseau. L'objectif consiste dans une plus grande " auto-gestion " de ces groupes selon le principe de co-responsabilité :

- 1) *Aigle royal*
- 2) *Gypaète barbu / Vautour fauve*
- 3) *Chamois*
- 4) *Bouquetin*
- 5) *Grands Prédateurs*
- 6) *Habitats alpins*
- 7) *Flore alpine*
- 8) *Ressource Eau*
- 9) *Tourisme*
- 10) *Gestion des alpages (groupe en cours de création)*
- 11) *Forêt de montagne (groupe en cours de création 2000 - 2001)*
- 12) *Communication*
- 13) *Cultures alpines (groupe en cours de création)*
- 14) *Groupes de suivi nationaux*
- 15) *Comité de Pilotage International*

Les différents groupes devraient, pour être efficaces, être composés d'un noyau dur toujours présent. L'idéal serait qu'une personne par espace protégé suive un dossier dans le temps. Des nouveaux thèmes, des colloques et conférences donnent la possibilité à un plus grand nombre de personnes d'assister aux manifestations du Réseau et de procéder à un échange entre gestionnaires de tous les pays alpins.

### Les thèmes des bulletins 2000 ont été définis

N°8 / 2000 : Projets des espaces protégés alpins pour les 10 années à venir

N°9 / 2000 : Biodiversité et vie sauvage - une contradiction ?

### Statut du Réseau Alpin au sein de la Convention Alpine

L'action étant bien engagée, la réflexion sur les statuts doit avancer, à la fois en ce qui concerne le fonctionnement interne et le lien institutionnel avec la Convention Alpine. Le fonctionnement interne doit viser l'efficacité et la répartition des responsabilités. Il faut pour cela éviter de se disperser au delà des actions déjà engagées, s'appuyer sur chaque espace protégé selon le principe de co-responsabilité et définir, pour chaque action, un pilote chargé de la mener à bien. Le lien institutionnel avec la Convention Alpine suppose une reconnaissance officielle du Réseau Alpin comme instrument chargé de son application, en le distinguant d'autres organismes qui ont une existence indépendante de la Convention Alpine.

Il ne s'agit pas seulement d'une déclaration supplémentaire ; cela doit être un acte fort qui donne une légitimité tout à fait officielle au Réseau Alpin et qui, à terme, doit se traduire par une structuration internationale.

Le COMITE DE PILOTAGE INTERNATIONAL (C.P.I.) s'est exprimé pour demander lors de la prochaine Conférence Alpine (30 et 31 Octobre 2000) la reconnaissance du Réseau Alpin en tant qu'instrument officiel de l'application du traité. Il est important de préciser que cette demande de reconnaissance officielle du Réseau Alpin en tant qu'instrument de la Convention Alpine se base sur le fait que le Réseau Alpin des Espaces Protégés a été expressément créé pour contribuer à l'application de la dite convention. Il semble donc tout naturel que le Réseau Alpin obtienne un statut ne laissant aucun doute sur sa raison d'être et ses objectifs.

*Comité de Pilotage International  
Réseau Alpin des Espaces Protégés*



## GT " Tourisme ", Verbania, Parc national de Val Grande (I), janvier 2000

Le groupe a été accueilli cette année par le Parc national de Val Grande représenté par sa présidente Mme. Franca Olmi et son directeur M. Giuliano Tallone. Les participants ont validé les résultats de l'enquête 1999 sur les retombées économiques du tourisme dans les régions des espaces protégés. Ce travail est actuellement en cours de publication.

Le groupe de travail décide également des points suivants :

1. La définition d'indicateurs est indispensable pour une évaluation de la fréquentation touristique dans les espaces protégés. La proposition d'indicateurs se basera sur des travaux déjà effectués et sera conduite par les espaces protégés qui ont piloté l'étude réalisée en 1999 (Parc national Suisse, Parc national des Ecrins, Parco Nazionale Gran Paradiso, Nationalpark Berchtesgaden) en associant le Parc naturel régional du Vercors.

2. Les Parcs naturels régionaux du Vercors et du Queyras (F) développeront avec le Parc national de Val Grande (I) des thèmes et des points à examiner en liaison avec les impacts du tourisme sur la faune sauvage.

3. Le Parc national des Ecrins proposera un concept pour une étude sur l'évolution de la clientèle (fréquentation, type de clientèle, attentes...) en coopération avec les parcs qui ont piloté la première phase de l'étude sur la fréquentation.

4. L'Académie Suisse des Sciences Naturelles élaborera avec ces mêmes parcs et avec la participation du Parc naturel de Skocjanske Jame (SI) des procédures de présentation de " best practice examples " (gestion, sécurité...) sur la base de la première phase de l'étude.

5. Les études proposées (impacts et clientèle) devraient s'insérer dans le programme communautaire (INTERREG III). Il a été décidé qu'un espace protégé prendra en charge le pilotage d'un tel programme qui ciblera une des thématiques proposées voire les deux.

Compte rendu complet sur le forum " tourisme " du site Internet du Réseau Alpin

*Equipe, Réseau Alpin*

## INTERREG III B - un programme communautaire pour les Alpes

Le nouveau programme Interreg, dans son volet B prévoit pour la première fois la possibilité pour une entité géographique comme les Alpes de postuler pour des programmes communautaires trans-nationaux. Les espaces protégés peuvent proposer des projets de coopération. La Slovaquie et la Suisse, peuvent également être associées. Certains des nombreux projets décidés par les groupes de travail du Réseau Alpin pourraient être présentés dans le cadre de ce programme.

Il convient dans un premier temps de faire le point sur les projets - actuellement plus de 20 projets ont déjà été formulés par plusieurs espaces protégés du Réseau Alpin puis dans un deuxième temps de définir les partenaires et procéder au montage des différents projets en coopération avec les coordinateurs nationaux et internationaux responsables pour l'espace alpin. Des fiches types pour la proposition de projets permettant une identification commune des

espaces protégés des Alpes sont disponibles au Réseau Alpin. Une présentation commune au sein du Réseau constitue en effet un atout supplémentaire pour l'acceptation des projets.

### Appel à articles pour le bulletin n°9 / 2000

Nous vous proposons de présenter un article pour le prochain bulletin des espaces protégés alpins - n°9 / 2000. Le thème de ce numéro, retenu par le Comité International de Pilotage du Réseau Alpin, est le suivant :

" Biodiversité et vie sauvage - une contradiction ? "

Nous vous prions de bien vouloir respecter un volume maximal de 3500 caractères par article et de limiter à un article par espace protégé afin que le plus grand nombre d'espaces protégés alpins puisse être représenté.

La date limite pour l'envoi des articles sera le 28 septembre 2000. Ce numéro du bulletin sera édité en langue française, italienne, allemande et slovène.

Nous vous prions de bien vouloir indiquer la personne contact de chaque article ainsi que quelques mots-clés.

## GT " Flore Alpine ", Cortina, Parc naturel Dolomiti d'Ampezzo (I), mai 2000

Cette rencontre a été organisée par le Parc naturel de Dolomiti d'Ampezzo représenté par son directeur Michele Da Pozzo et le Réseau Alpin. Suite au colloque de Gap 1999, le nouveau groupe de travail a pu définir ses axes de travail et s'est mis d'accord de procéder en deux phases :

Phase 1 : Mise en commun des connaissances sur la répartition des espèces définies comme prioritaires (annexe II, IV et V de la directive habitat) et élaboration de méthodes communes d'inventaire des espèces.

Phase 2 : Travail approfondi sur les méthodes de gestion de ces espèces prioritaires ; échanges d'expériences.

Les décisions suivantes ont été prises :

### Recherche

1) Etudier de façon prioritaire les espèces végétales de l'annexe II et IV de la Directive Habitat (en ajoutant éventuellement celles de l'annexe V) afin d'harmoniser ou de mettre au point un ensemble de techniques relatives à la conservation des végétaux. Ultérieurement, ce corpus méthodologique sera applicable à d'autres espèces jugées prioritaires (espèces appartenant aux listes rouges, endémiques, espèces présentant un intérêt économique...).

2) Harmoniser les techniques d'observation au niveau de leurs objectifs et de leurs méthodologies :

Le groupe s'est mis d'accord sur un nombre minimal d'indicateurs à intégrer.

### Coordination des travaux futurs

1) Désignation de coordinateurs nationaux ou régionaux par le groupe de travail:

Leur rôle est de relancer les structures de protection afin d'augmenter le taux de réponses aux questionnaires envoyés. En effet, pour l'instant, les réponses parvenues au Réseau Alpin ne permettent pas d'avoir une vision complète de la situation.

2) Utilisation du site Internet du Réseau Alpin pour mettre en commun certaines informations (bibliographie, protocole d'inventaires ou de suivi de populations, expérience de gestion...).

3) Le groupe abordera la question de la gestion des espèces prioritaires lors d'une prochaine rencontre en 2001.

Compte rendu complet sur le forum " Flore alpine " du site Internet du Réseau Alpin

*Equipe, Réseau Alpin*



Réunion du GT Flore Alpine dans le PN Dolomiti d'Ampezzo - © Réseau Alpin

## GT " Eau ", Bauduen, PNR du Verdon (F), avril 2000

Ce nouveau groupe de travail s'est donné rendez-vous pour la première fois dans le Parc naturel régional du Verdon, accueilli par son directeur Serge Menicucci. Les participants ont défini les axes prioritaires d'une future collaboration et souhaitent contribuer au programme Interreg III B. L'élaboration de deux actions dans le cadre de ce programme communautaire a été programmée.

### Axes de travail futur du groupe " Ressource Eau " :

1) Echanger sur la gestion des milieux aquatiques pour améliorer la qualité de la ressource eau notamment en ce qui concerne les domaines suivants :

- Schémas d'assainissement et outils de gestion des territoires des espaces protégés (contrats de rivière, Schémas d'aménagement et de gestion des eaux - SAGE -, plans de gestion...)
- Réduction de la pollution des eaux en sites isolés (refuges)
- Réduction des impacts provoqués par les alpages (notamment en milieu calcaire)
- Réduction des pollutions de type industriel (mesures techniques et politiques)
- Gestion biologique des milieux aquatiques (lacs, rivières, eaux souterraines)
- Mesures de gestion et d'intervention des gestionnaires d'espaces

protégés en présence de barrages d'hydroélectricité.

2) Informer/Echanger des expériences mises en œuvre sur la prévention des risques naturels provoqués par l'eau (inondations, éboulements de terrain...) - le rôle des espaces protégés et leurs moyens d'intervention.

3) Travailler ensemble sur des stratégies et produits de communication et de sensibilisation sur la fragilité de la ressource eau.

4) Harmoniser les méthodes de recherche et notamment du monitoring des eaux courantes, des lacs et des sources afin de pouvoir comparer les données.



Réunion du GT Eau dans le PNR du Verdon - © Réseau Alpin

Compte rendu complet sur le forum " Eau " du site Internet du Réseau Alpin

Equipe, Réseau Alpin

## GT " Grands Prédateurs ", Trenta Parc national du Triglav (SI), mai 2000

Ce groupe de travail a été accueilli par le Parc national du Triglav représenté par son directeur Janez Bizjak. Faisant suite à la Conférence de Belluno (1999) le groupe de travail a élaboré les axes d'une coopération future visant des projets concrets à réaliser dans le domaine du retour des grands prédateurs :

### Information et recherche :

- 1) Réalisation d'une représentation de la situation actuelle de la répartition des grands prédateurs (cartographie) en concertation notamment avec la LCIE,
- 2) Réalisation d'une liste des organismes, espaces protégés et personnes impliquées dans la gestion du retour des grands prédateurs,
- 3) Harmonisation des méthodes d'observation et échange renforcé des données

entre espaces protégés et organismes de conservation des espèces concernées,

4) Inventaire et descriptif des stratégies nationales de gestion des grands prédateurs,

5) Coopération renforcée avec les chercheurs sur la recherche d'habitats adaptés en vue également de la directive habitat et du réseau NATURA 2000,

6) Proposition de corridors de migration des grands prédateurs avec l'aide des espaces protégés et en coopération avec les organismes comme la LCIE,

### Communication et sensibilisation :

1) Etablissement d'une liste des documents disponibles dans les espaces protégés et auprès des organismes de conservation des grands prédateurs.

2) Proposer aux espaces protégés des documents communs d'information : élaboration d'un premier dépliant sur le retour des grands prédateurs.

En outre un premier document concernant le lynx sera élaboré dans le cadre du Réseau Alpin en coopération avec la LCIE et SCALP. Le coordinateur de ce projet sera Urs Breitenmoser.

Pour un dépliant plus général, une coopération avec la LCIE et le WWF a été envisagée et reste à définir par les responsables de ces organismes.

3) Mise en place d'un forum de discussion Internet sur le principe de listes de diffusion sur le site du Réseau Alpin. L'accès sera réservé aux membres du groupe.

Equipe, Réseau Alpin

## Appel à contributions

Du 23 au 25 mars 2001 aura lieu dans le Parc national de Berchtesgaden, Allemagne, un symposium international du Groupe de Travail " Pics " de la Société Allemande d'Ornithologie. L'objectif de cette manifestation est de réunir des scientifiques, protecteurs de la nature, écologues, gestionnaires des ressources et acteurs environnementaux afin de poser, grâce à une meilleure compréhension des exigences écologiques des pics, une base pour leur protection. La langue du symposium est l'anglais, cependant les contributions en allemand sont également acceptées.

Les participants à la conférence sont priés de présenter leur travail concernant les pics. La date limite pour l'envoi des contributions (résumés) est le 30 novembre 2000. Une confirmation sera envoyée avant le 15 décembre 2000. Les contributions retenues donneront lieu à une courte présentation orale (15-30 min). Chaque présentation sera publiée dans les actes de la conférence.

Pour plus d'informations, merci de vous adresser à :

Dr. Peter Pechacek, Nationalparkverwaltung,  
D - 83471 Berchtesgaden  
Tel. ++49 8657 9885913  
Fax ++49 8652 968640  
e-mail: Pechacek@t-online.de

## Un forum de discussion pour les espaces protégés des Alpes

Depuis 1999 un forum de discussion réalisé sur le principe des listes de diffusion a été établi pour chaque groupe de travail du Réseau Alpin. Il existe actuellement 14 listes. Nous vous proposons de visiter le site du Réseau et de vous abonner aux listes de discussion qui vous intéressent. Vous y trouverez également les comptes-rendus et autres informations concernant les groupes de travail ainsi que les manifestations du Réseau Alpin. Vous pouvez consulter la majeure partie de ces informations sans être abonné à une liste de diffusion ; si vous souhaitez toutefois intervenir il est indispensable de vous abonner.

[www.alparc.org/forum](http://www.alparc.org/forum)



## La mort d'un Gypaète barbu baptisé " Mounier "

Le cadavre de ce rapace a été découvert, le 11 mars par un pêcheur sur la commune de la Bollène Vésubie. L'animal, en partie immergé, a été recueilli par un garde-moniteur du Parc national du Mercantour et facilement identifié par la bague qu'il portait à l'une de ses pattes. Un premier examen radiographique a permis de repérer la présence de deux plombs, assez gros, l'un au niveau des cervicales et l'autre de l'abdomen.

Ce qui prouve que Mounier a été abattu au fusil de chasse.

Mounier est né en captivité le 22 mars 1993 à Dresden en Allemagne. Ce Gypaète barbu a fait l'objet d'un lâcher par le Parc national du Mercantour le 28 juin 1993 sur la commune de Roubion dans les Alpes-Maritimes.

Après quelques excursions dans les Ecrins, ce splendide oiseau fut observé à plusieurs reprises dans le massif de l'Argentera-Mercantour. Les habitants de la zone périphérique s'étaient habitués au vol majestueux de ce grand oiseau de feu. Atteignant aujourd'hui l'âge adulte, Mounier semblait s'être sédentarisé dans notre massif et portait tous les espoirs d'une future reproduction.

### Eclairage intempestif

Depuis plusieurs mois, la face nord de La Meije est éclairée certains soirs par des projecteurs, à l'initiative d'une commune voisine. La source lumineuse est installée sur un bâtiment situé en zone périphérique du Parc national des Ecrins. L'installation n'a fait l'objet d'aucune procédure d'autorisation de travaux alors que La Meije est un site classé. D'autre part, le sommet se situant en zone centrale du parc national, on peut réellement contester la légalité d'un tel aménagement en vertu de l'article 26 du décret de création du parc national qui prévoit que " tout travail public ou privé susceptible d'altérer le caractère du parc est interdit ".

Toute l'ambiguïté de cette installation repose sur le fait que la source est bien hors de la zone centrale et donc sujet à interprétation.

Nous souhaiterions savoir si d'autres espaces naturels protégés de l'Arc Alpin ont été confrontés à ce type d'aménagement et quelles solutions ils ont pu apporter. Enfin existe-t-il localement des réglementations propres aux éclairages et sources lumineuses. La Dent de Crolles dans le massif de La Chartreuse semble faire l'objet d'un éclairage occasionnel ainsi que le glacier des Bossons dans le massif du Mont Blanc. Nous sommes donc assez inquiets face au développement d'un tel phénomène de banalisation de sites naturels prestigieux. Il s'agit de protection des paysages mais aussi de l'identité montagnarde.

Syndicat National de l'Environnement  
CFDT  
Section Ecrins (F)

Le Gypaète barbu est un oiseau hors du commun par sa taille (2,80 m d'envergure), ses mœurs, ses acrobaties aériennes développées en période nuptiale ou encore ses bains de boue ferrugineuse pour colorer en ocre son poitrail.

Cet oiseau majestueux est totalement inoffensif.



Gypaete barbu de 1999 - © Parc national du Mercantour - P. Pierini

Exclusivement charognard, son régime est à 70 % composé par des os, qu'il consomme entiers ou cassés en les laissant tomber d'une grande hauteur sur des rochers. Les bergers lui ont donné le surnom de " casseur d'os ". En éliminant les charognes, il joue un rôle important de nettoyeur de nos montagnes.

Aujourd'hui, le Gypaète barbu est considéré comme le rapace le plus menacé d'Europe, c'est pourquoi il bénéficie d'un statut particulier : c'est une espèce protégée au titre de la loi de 1976 sur la protection de la nature.

Cet acte irresponsable met la France en difficulté vis-à-vis des instances européennes d'une part, compte tenu de la protection de cet oiseau par la Directive Oiseau, Directive Habitat, Convention de

Berne, Convention de Bonn, Convention de Washington, et d'autre part de l'aide financière apportée par l'Union Européenne (LIFE) pour soutenir le projet de réintroduction.

Ce programme international de réintroduction a pu voir le jour grâce au WWF (Fonds mondial pour la nature), à l'UICN (Union internationale de conservation de la nature) et à la Société Zoologique de Francfort. Pilotée par la FCBV (Foundation for the conservation of the bearded vulture), cette action s'effectue sur toutes les Alpes depuis 13 ans. A ce jour 88 oiseaux ont été lâchés et 50 sont observés régulièrement dans le ciel des Alpes. En 1993 le Parc national du Mercantour et le Parco naturale delle Alpi Marittime sont devenus le quatrième site de réintroduction.

Mounier était donc le premier oiseau lâché dans le Mercantour.

Le Parc national du Mercantour a déposé une plainte auprès du Procureur de la République de Nice pour destruction d'espèce protégée. La Fédération de la Chasse des Alpes-Martimes et la Ligue de Protection des Oiseaux devraient faire de même.

Cet acte inqualifiable ruine les efforts de plusieurs années de travail dans le cadre de cette opération de réintroduction dont l'enjeu est l'enrichissement du milieu naturel pour les hommes d'aujourd'hui mais aussi pour les générations futures.

Christine Michiels  
Parc national du Mercantour (F)

## EUROPARC 2000

### Les jeunes et les espaces protégés

La Conférence et l'Assemblée générale 2000 d'EUROPARC se tiendra du 27 Septembre au 1er Octobre 2000 au Parc national Monti Sibillini en Italie sur invitation du Ministère de l'Environnement italien. Le thème choisi pour la conférence de cette année est "Les jeunes dans les espaces protégés - Créer un héritage vivant pour l'Europe". Les différents aspects du travail avec les jeunes dans les espaces protégés seront abordés lors d'exposés, de présentations et d'ateliers, permettant ainsi aux participants de s'appuyer sur des exemples d'initiatives réussies en Europe pour trouver des idées d'activités à réaliser dans leur propre parc. Pour le programme complet et l'inscription contacter la fédération EUROPARC.

#### EUROPARC Expertise Exchange

Le 3 janvier 2000, la Fédération EUROPARC a signé avec la Commission Européenne le contrat pour la seconde

phase du programme EUROPARC Expertise Exchange, un projet permettant au personnel des espaces protégés et d'organismes de conservation de la nature d'Europe centrale et de l'Est de développer leurs acquis et d'échanger leurs connaissances et expériences avec leurs collègues en Europe. Le programme est lancé encore pour deux ans avec un budget total de 1,9 million EURO apportés par le programme " Phare Multi-Beneficiary Environment Programme " de la Commission Européenne.

Informations concernant les projets et activités d'EUROPARC :

EUROPARC Federation, Postfach 1153  
D-94475 Grafenau,

Tel : +49 8552 96100  
Fax : +49 8552 961019  
[http : //www.europarc.org](http://www.europarc.org)  
e-mail : [office@europarc.org](mailto:office@europarc.org)

## Déménagement du Réseau Alpin, les nouvelles coordonnées

### Postale :

Réseau Alpin des Espaces Protégés  
Micropolis - Isatis  
F - 05000 GAP  
Tél. : ++33 / (0)4 92 40 20 00  
Fax : ++33 / (0)4 92 40 20 01

### Electronique :

e-mail : [info@alparc.org](mailto:info@alparc.org)  
Site Internet : [www.alparc.org](http://www.alparc.org)

## Agenda pour la fin de l'année 2000

### Agenda du réseau

Colloque «Cultures Alpines».....	Parc naturel de Paneveggio Pale di San Martino (I) .....	21 - 22 septembre
Groupe de travail «Rapaces» .....	Parc national de Berchtesgaden (D) .....	13 - 14 octobre
Groupe de travail «Habitats Alpines».....	Parc naturel régional de Chartreuses (F) .....	9 - 10 novembre
Colloque «Gestion de la Forêt de Montagne».....	Parc national Kalkalpen (A) .....	5 - 6 décembre

### Agenda partenaires

« Le Retour des grands prédateurs,..... loup, ours et lynx, dans l'espace alpin »	WWF - EXPO universelle Hanovre (D) .....	14 septembre
Forum de savoir 2000: « Recherches pour un développement durable..... de l'Arc alpin jusqu'à l'Oural »	Institut fédéral suisse de recherches WSL .....	25 - 26 octobre

## 2èmes Journées Européennes de la Montagne

Du 8 au 9 décembre 2000, dans le cadre du Festival International du Film Montagne & Aventure, se dérouleront les 2<sup>e</sup> Journées Européennes de la Montagne à Autrans (Parc naturel régional du Vercors - France). Au programme cette année un débat sur la gestion des sports de nature dans les espaces protégés. A partir d'un travail de synthèse effectué par les parcs français sur différents volets des sports de nature (organisation, impact sur l'environnement, poids économique, éthique...) le débat permettra aux différents espaces d'échanger sur leurs expériences.

Mathieu Rocheblave

Parc naturel régional du Vercors (F)

## Publications

### LES DOSSIERS DU RÉSEAU ALPIN

#### Le début d'une série

Le Réseau Alpin collabore avec l'Académie Suisse des Sciences Naturelles et ProClim (CH) à la mise en place d'une banque de données regroupant les différentes études et recherches menées par les espaces protégés montagnards d'Europe. Grâce à un sondage auprès de ces espaces protégés, un grand nombre de thèmes prioritaires ont pu être recensés. Ces informations insérées sur le serveur de ProClim et

Partners peuvent ainsi être consultées par chacun des gestionnaires et chercheurs intéressés ([www.alparc.org/europe/index.html](http://www.alparc.org/europe/index.html)). Connaître davantage les études et projets des parcs et réserves naturelles des régions montagnardes d'Europe favorisera l'échange d'informations et d'expériences.

Dans ce cadre, nous venons de publier le premier numéro des Dossiers consacré à la mise en place d'un site Internet sur la recherche dans les espaces protégés de la montagne européenne.

**Les dossiers du Réseau Alpin N°1/2000, 133 pp, ISSN en cours**

### LA FLORE DU PARC NATUREL PANEVEGGIO-PALE DI SAN MARTINO

Le Parc en collaboration avec le Musée Civique de Rovereto vient de publier un atlas chorologique et répertoire des signalisations de la flore du Parc naturel Paneveggio-Pale di San Martino.

**Doc scientifique - Ed Osirtide, Rovereto (TN), fev. 2000, 438 pp**

### PARCS DES DOLOMITES

Le Touring Club Italien en collaboration avec les parcs des Dolomites viennent de publier une carte à 1:200 000 accompagnée d'un guide touristique. Neuf itinéraires de découverte sont proposés à travers les parcs (Parc national et les Parcs naturels) que ce soit à pied ou en voiture. Un très bon exemple de coopération entre gestionnaires d'espaces protégés d'un même massif.

**Ref : Touring club italien  
corso italia 10, I - 20122 MILANO**

### RESEAU ALPIN DES ESPACES PROTEGES

Parc national des Ecrins  
Micropolis - Isatis  
F - 05000 GAP  
Tél. : ++33/ (0) 4 92 40 20 00  
Fax : ++33/ (0) 4 92 40 20 01  
e-mail : [info@alparc.org](mailto:info@alparc.org)  
Internet : <http://www.alparc.org>

Directeur de publication : Philippe Traub  
Coordination : Guido Plassmann, Emmanuelle Brancz  
Conception - mise en page : Boris Opolka  
Edition : Réseau Alpin

#### Ont participé à ce numéro :

E. Brancz, D. di Simine, C. Gondre, R. Gray, H. Haller, A. Kammerer, K. Krainer, C. Michiels, N. Morelle, P. Pechacek, O. Perrin, G. Plassmann, M. Rocheblave, T. Rottenburg, P. Van Klavaren, A. Wiedenhofer, A. Wittwer.

#### Traductions :

F. Bibic, B. Bonitz, A. Bousquet, M. Klinar, N. Morelle, D. Moscone, L. Radi, J. Sabotic.

Dessin de couverture : tiré d'une photo de Yves Barret,  
© Parc national des Ecrins

Edité avec le concours du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Région Rhône-Alpes, et le Parc national des Ecrins.

Publié en Allemand, Français, Italien, Slovène.

Reproduction autorisée en citant la source.

Nr. ISSN : 1282-2507

Merci à nos partenaires institutionnels :

